

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200191]

11 JANUARI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 14, § 1, vervangen bij het decreet van 1 juni 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen;

Gelet op het rapport van 14 december 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Energie en de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 29 van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 2. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200183]

21 DECEMBRE 2017. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 8, 9 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 8, 9 et 12;

Vu l'arrêté ministériel du 8 mars 2017, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 4 juillet 2017, portant exécution partielle, en matière d'économie, d'innovation et de numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 2017 portant agrément du centre de référence dans le cadre du dispositif chèques-entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 19;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré est entré en vigueur le 1^{er} mars 2017;

Considérant que ce décret précise en son article 37 que, « par dérogation à l'article 10, les prestataires de services agréés, labellisés ou reconnus dans le cadre des décrets visés aux articles 33, 34 et 35, ou par des organismes publics pour des services repris dans le portefeuille intégré d'aides demeurent agréés, labellisés ou reconnus pendant la durée transitoire fixée par le Gouvernement »;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement du 23 février 2017 portant exécution du décret du 21 décembre 2016 stipule, en son article 29, § 3, que « dans l'attente de la mise en place du centre de référence et de la procédure de labellisation, l'Administration peut agréer temporairement, jusqu'au 31 décembre 2017, des prestataires de services autres que ceux déjà agréés, certifiés ou reconnus dans le cadre des décrets visés aux articles 32, 34 et 35 du décret du 21 décembre 2016 ou par des organismes publics afin de pouvoir couvrir l'ensemble des services repris dans le portefeuille intégré d'aides »;

Considérant que le centre de référence a été agréé par arrêté ministériel du 17 juillet 2017;

Considérant la proposition de référentiel de qualité formulée par le centre de référence;

Considérant qu'il convient, sans délai, de valider le référentiel de qualité ainsi que les modalités de labellisation des prestataires de service afin de permettre au centre de référence de mener à bien la procédure de labellisation avant le 28 février 2018, date à laquelle la disposition transitoire de l'article 37 du décret prendra fin;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 décembre 2017,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Le référentiel de qualité*

Article 1^{er}. Le référentiel de qualité applicable pour les services de conseil et de coaching du portefeuille intégré d'aides en Région wallonne aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises est la norme EN 16114 : Lignes directrices relatives aux services de conseil en management.

Le référentiel de qualité applicable pour les services de formation du portefeuille intégré d'aides en Région wallonne aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises est la norme ISO 29993 : Services de formation fournis en dehors du cadre de l'enseignement formel - Exigences de services.

Art. 2. Lors d'une demande de labellisation, un prestataire de service signe la charte du prestataire de service visée en annexe du présent arrêté et contenant les exigences minimales des prestataires de services découlant du référentiel de qualité visé à l'article 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Conditions de labellisation et modalités de traitement des demandes*

Art. 3. Le prestataire de service introduit sa demande de labellisation ou de renouvellement de labellisation via la plateforme www.label-entreprises.be

Les conditions de labellisation sont publiées sur la plateforme www.label-entreprises.be ainsi que, le cas échéant, sur le site internet de l'administration ou de l'organisme compétent.

Art. 4. § 1^{er}. La première étape de la labellisation du prestataire de service consiste à reconnaître l'entité juridique, avec laquelle un porteur de projet ou une entreprise va contracter pour la réalisation d'une prestation de service qui sera réalisée par un expert lié à l'entité juridique.

Le centre de référence vérifie notamment la situation juridique et financière de l'entité juridique sur la base des critères suivants :

- a) la situation juridique actuelle de l'entité, c'est-à-dire si elle n'est pas en situation de liquidation, sous le couvert d'une procédure de réorganisation judiciaire ou en faillite;
- b) si les comptes annuels de trois derniers exercices ont été publiés;
- c) si l'entité juridique a des dettes ou obligations de retenue vis-à-vis de l'ONSS ou du Service public fédéral Finances;
- d) si les capitaux propres de l'entité juridique sont négatifs.

L'entité juridique identifie, dans une seconde étape, pour chaque chèque-entreprise dans lequel elle souhaite être active, l'identité de l'expert, c'est-à-dire la personne physique, qui détient les compétences et qui sera chargé de délivrer la ou les prestations de service ou, dans certains cas déterminés, assurera la responsabilité des prestations réalisées par d'autres membres de l'entité juridique.

Une labellisation pour une prestation de service déterminée est liée à l'expert identifié.

Lorsque la compétence requise de l'expert est identique pour plusieurs chèques-entreprises, comme c'est le cas par exemple en matière de transmission ou de co-working, le prestataire de services peut délivrer les prestations pour tous les chèques où cette expertise est identifiée et qu'il en a fait la demande.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une demande de renouvellement de la labellisation, le prestataire de service met à jour son dossier de labellisation.

La procédure de renouvellement de la labellisation est identique à celle applicable à la labellisation.

Art. 5. Le dossier de demande de labellisation complété est signé, avant sa soumission, par le représentant de l'entité juridique et par le ou les expert(s) identifiés. Le prestataire de service marque ainsi son accord sur les conditions et modalités de sa labellisation.

Après validation de son dossier par le prestataire de services, un accusé de réception lui est envoyé.

Art. 6. Le centre de référence vérifie si la demande de labellisation est complète dans un délai maximum de cinq jours ouvrés à dater de la soumission du dossier.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le délai maximum est de dix jours ouvrés jusqu'au 30 juin 2018.

On entend par jour ouvré tous les jours de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés.

A défaut de réponse dans le délai fixé, le dossier est réputé complet.

Lorsque le dossier n'est pas complet, le centre de référence suspend la demande de labellisation et informe le prestataire de services, ce dernier pouvant compléter sa demande et la soumettre à une nouvelle vérification.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à une nouvelle vérification dans un délai de trente jours calendrier à dater de la date de suspension, la demande de labellisation est définitivement annulée.

Art. 7. Si la demande de labellisation répond aux conditions fixées telles prévues à l'article 3, le prestataire de services concerné est informé électroniquement que le dossier est complet et peut être traité à la condition qu'il effectue le paiement du coût de la labellisation auprès du centre de référence, selon les modalités qui lui sont communiquées.

Lorsque la compétence requise de l'expert est identique pour plusieurs chèques-entreprises, le coût de la labellisation n'est dû qu'une seule fois.

Le paiement visé à l'alinéa 1^{er} a lieu au plus tard dans les trente jours à dater de la communication électronique indiquant que le dossier est complet.

A défaut, la demande de labellisation est annulée.

Une fois le paiement reçu, le centre de référence transmet, le cas échéant, le dossier de demande de labellisation, à l'administration ou à l'organisme compétent pour la gestion du chèque-entreprise concerné, pour avis spécifique. Ils procèdent à l'analyse du dossier.

Art. 8. Le centre de référence et, le cas échéant, l'administration ou l'organisme chargé de remettre un avis spécifique, clôturent l'analyse de la demande de labellisation dans un délai de soixante jours calendrier maximum.

L'administration ou l'organisme compétent pour la gestion du chèque-entreprise concerné octroie ou non la labellisation au prestataire de service et l'informe de cette décision.

Art. 9. Le présent arrêté ministériel entre en vigueur le 21 décembre 2017.

Namur, le 21 décembre 2017.

P.-Y. JEHOLET

Annexe

Charte des prestataires de services dans le cadre des Chèques-Entreprises

Dans le cadre de mes prestations de services, j'ai pris connaissance et je m'engage à appliquer les lignes directrices et les exigences de base des normes suivantes :

Services de conseil :

Norme EN 16114 : Lignes directrices relatives aux services de conseil en management

Services de formation :

Norme ISO 29993 : Services de formation fournis en dehors du cadre de l'enseignement formel - Exigences de services

Je m'engage également à respecter les valeurs et principes déontologiques suivants :

Déontologie

Je respecte le code de déontologie et les normes éthiques de la fédération, du groupement ou de l'association dont je suis membre. J'en informe mon client s'il en fait la demande.

Intégrité / Objectivité

Je suis d'une parfaite intégrité dans l'exercice de ma profession, et en particulier dans mes relations avec les clients. Je suis objectif dans les avis et les conseils que je fournis.

Indépendance / Prévention des conflits d'intérêts

J'agis en conscience et je conserve une indépendance absolue, ne cédant à aucune pression ou influence, de quelque nature qu'elle soit, qui pourrait nuire à mon objectivité et à mon intégrité.

Je mets en place les procédures nécessaires pour prévenir toute situation de conflits d'intérêts dans l'exercice de mes missions.

Compétence / Professionnalisme

Je m'engage à maintenir mes connaissances et mes compétences professionnelles à jour.

Dans mes échanges vis-à-vis de clients potentiels, je suis sincère sur le type de services que je propose, sur les connaissances que je possède et sur l'expérience que j'ai acquise.

Je n'accepte aucune mission pour laquelle je ne possède pas la compétence et l'expérience requises, ou pour laquelle je ne dispose pas des moyens humains et matériels suffisants.

Je suis disponible et souple dans la conduite de mes prestations.

Discrétion / Confidentialité

Je suis tenu par le secret professionnel et dans ce cadre, je m'engage à prendre les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des informations communiquées par mes clients.

Cette obligation englobe toutes les informations non consultables publiquement, en ce compris toutes les données, sous quelque forme que ce soit, concernant mon client, ses produits et services, fournisseurs, clients, membres du personnel, société mère et filiales.

Loyauté et respect des personnes

Je m'engage à exercer ma profession dans le respect des droits fondamentaux de la personne, et à entretenir des relations loyales et confraternelles avec mes homologues.

Législation

J'exerce ma profession en me conformant aux législations wallonne, belge et européenne en vigueur.
 Au cours de chaque mission, je m'engage à :

Lors de la phase de proposition :

Communiquer de manière claire et transparente avec le client, notamment pour anticiper et limiter les risques de la mission,

Offrir des services qui répondent aux besoins et attentes spécifiques du client,

Définir clairement l'envergure totale du projet (en ce compris l'ensemble des livrables, et un échéancier),

Informers le client complètement et de manière transparente, quant aux coûts et délais d'exécution de ma mission, ainsi qu'aux modalités de ma rémunération,

Prévoir un accord clair sur les modalités et restrictions du transfert des droits intellectuels éventuels.

En cours de réalisation :

Respecter scrupuleusement les dispositions contractuelles convenues avec le client lors de la phase de proposition (i.e. notamment, fournir tous les livrables convenus, au prix et dans les délais prévus),

Informers régulièrement le client de l'avancement du projet, ainsi que des difficultés rencontrées,

Assurer personnellement chaque prestation, sauf en cas de sous-traitance autorisée dans le cadre du dispositif des chèques-entreprises et acceptée par le client,

Valider chaque prestation au moyen de la fiche de prestation du centre de référence, co-signée avec le client, et tenir ces fiches de prestations à la disposition du centre de référence et de l'Administration pendant trois ans après la clôture de la mission,

Négocier et formaliser clairement avec le client les adaptations et dérogations éventuelles par rapport au projet défini lors de la phase de proposition initiale.

Lors de la clôture de ma mission :

Finaliser la livraison de tous les livrables convenus, avant de considérer le projet comme achevé,

Remettre au client des documents administratifs (factures, etc.) transparents et complets.

En cas de litige avec un de mes clients :

Privilégier le recours à la procédure de résolution de conflits en trois temps du centre de référence :

1. conciliation par l'entremise du centre de référence
2. médiation commerciale
3. Tribunal de Commerce

Sur la plate-forme www.chèques-entreprises.be :

Je suis conscient de ce que je ne peux - en aucune circonstance - m'affecter le rôle de contact au sein de la plateforme d'aucun de mes clients.

Je me porte garant des informations communiquées par mon client, si je suis amené à créer un bénéficiaire sur la plate-forme.

Je m'engage à ne pas utiliser les identifiants (login / mot de passe) de mon client, en aucune circonstance et notamment pour me substituer à lui.

Fait à....., le.....

Nom et prénom :

Signature (précédé de la mention « Lu et approuvé ») :

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/200183]

21. DEZEMBER 2017 — Ministerieller Erlass zur Ausführung der Artikel 8, 9 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 8, 9 und 12;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 8. März 2017 zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, in seiner durch den Ministeriellen Erlass vom 4. Juli 2017 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 17. Juli 2017 zur Zulassung des Referenzzentrums im Rahmen der Regelung über die Unternehmensschecks;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, Artikel 19;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio am 1. März 2017 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, dass in Artikel 37 dieses Dekrets Folgendes steht: " In Abweichung von Artikel 10 bleiben die Diensteanbieter, die im Rahmen der in Artikel 33, 34 und 35 genannten Dekrete oder durch öffentliche Einrichtungen für im integrierten Beihilfenportfolio aufgenommene Dienstleistungen zugelassen, zertifiziert oder anerkannt sind, während der von der Regierung bestimmten Übergangszeit weiterhin zugelassen, zertifiziert oder anerkannt. ";

In der Erwägung, dass in Artikel 29 § 3 des Erlasses der Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 21. Dezember 2016 Folgendes steht: " In Erwartung der Einsetzung des Referenzzentrums und der Einführung des Zertifizierungsverfahrens kann die Verwaltung weitere Diensteanbieter als diejenigen, die im Rahmen der Dekrete, die in den Artikeln 32, 34 und 35 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 genannt sind, oder durch öffentliche Einrichtungen bereits zugelassenen, zertifiziert oder anerkannt sind bis zum 31. Dezember 2017 zeitweilig zulassen, um die gesamten Dienstleistungen, die im integrierten Beihilfenportfolio aufgenommen sind, zu decken. ";

In der Erwägung, dass das Referenzzentrum durch Ministeriellen Erlass vom 17. Juli 2017 zugelassen worden ist;

In Erwägung des vom Referenzzentrum erörterten Vorschlags bezüglich der Qualitätsanforderungen;

In der Erwägung, dass die Qualitätsanforderungen sowie die Modalitäten zur Zertifizierung der Diensteanbieter unverzüglich zu validieren sind, damit das Referenzzentrum das Zertifizierungsverfahren vor dem 28. Februar 2018 zu Ende führen kann, da die in Artikel 37 vorgesehene Übergangsbestimmung an diesem Datum endet;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2017;

Beschließt:

KAPITEL I — Die Qualitätsanforderungen

Artikel 1 - Die für die Beratungs- und Coachingdienstleistungen des integrierten Portfolios für Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen in der Wallonischen Region anwendbaren Qualitätsanforderungen sind diejenigen der Norm EN 16114: Leitlinien für Unternehmensberatungsdienstleistungen.

Die für die Ausbildungsdienstleistungen des integrierten Portfolios für Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen in der Wallonischen Region anwendbaren Qualitätsanforderungen sind diejenigen der Norm ISO 29993: Lerndienstleistungen für die nichtschulische Aus- und Weiterbildung - Dienstleistungsanforderungen.

Art. 2 - Bei einem Zertifizierungsantrag unterzeichnet der Diensteanbieter die im Anhang zu vorliegendem Erlass erwähnte Charta des Diensteanbieters, die die Mindestanforderungen an Diensteanbieter entsprechend den Qualitätsanforderungen nach Artikel 1 umfasst.

KAPITEL II — Bedingungen für die Zertifizierung und Modalitäten für die Bearbeitung der Anträge

Art. 3 - Der Diensteanbieter reicht seinen Antrag auf Zertifizierung bzw. Erneuerung der Zertifizierung über die Plattform www.label-entreprises.be ein.

Die Zertifizierungsbedingungen werden auf der Plattform www.label-entreprises.be sowie gegebenenfalls auf der Internetseite der Verwaltung oder der zuständigen Einrichtung veröffentlicht.

Art. 4 - § 1. Die erste Phase der Zertifizierung des Diensteanbieters besteht in der Anerkennung der Rechtsperson, mit der ein Projektträger oder ein Unternehmen einen Vertrag zwecks der Erbringung einer Dienstleistung durch einen mit der Rechtsperson verbundenen Experten schließen wird.

Das Referenzzentrum prüft insbesondere die Rechts- und Finanzlage der Rechtsperson auf der Grundlage folgender Kriterien:

- a) die aktuelle Rechtslage der Rechtsperson, d.h. ob sie sich nicht in Liquidation, unter dem Schutz einer gerichtlichen Reorganisation oder in Konkurs befindet;
- b) ob der Jahresabschluss der letzten drei Geschäftsjahre veröffentlicht worden ist;
- c) ob die Rechtsperson gegenüber dem LASS oder dem Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen Schulden oder Einbehaltungspflichten hat;
- d) ob die Rechtsperson ein negatives Eigenkapital hat.

In einer zweiten Phase identifiziert die Rechtsperson für jeden Unternehmensscheck, an dem sie sich beteiligen möchte, die Identität des Experten, d.h. der natürlichen Person, die über die Kompetenzen verfügt, und mit der Erbringung der Dienstleistung(en) beauftragt werden wird, und in bestimmten Fällen die Haftung für von anderen Mitgliedern der Rechtsperson erbrachte Leistungen übernehmen wird.

Eine Zertifizierung für eine bestimmte Dienstleistung ist an den identifizierten Experten gebunden.

Wenn die von dem Experten verlangte Kompetenz für mehrere Unternehmensschecks identisch ist, wie dies z.B. in den Bereichen Übertragungen oder Coworking der Fall ist, kann der Diensteanbieter Leistungen für alle Schecks erbringen, wo diese Expertise identifiziert ist, sofern er einen entsprechenden Antrag eingereicht hat.

§ 2. Wenn es sich um einen Antrag zur Erneuerung der Zertifizierung handelt, muss der Diensteanbieter seine Zertifizierungsakte aktualisieren.

Das Verfahren zur Erneuerung der Zertifizierung ist das gleiche wie dasjenige, das auf die Zertifizierung anwendbar ist.

Art. 5 - Die ausgefüllte Akte des Zertifizierungsantrags wird vom Vertreter der Rechtsperson und von dem (den) identifizierten Experten unterzeichnet, bevor sie unterbreitet wird. Dadurch erklärt sich der Diensteanbieter mit den Bedingungen und Modalitäten seiner Zertifizierung einverstanden.

Nachdem der Diensteanbieter seine Akte validiert hat, wird ihm eine Empfangsbestätigung übermittelt.

Art. 6 - Das Referenzzentrum prüft innerhalb einer Frist von höchstens fünf Arbeitstagen ab der Hinterlegung der Akte, ob der Zertifizierungsantrag vollständig ist.

Abweichend von vorigem Absatz ist bis zum 30. Juni 2018 die Höchstfrist zehn Werktage.

Unter Arbeitstag versteht man alle Wochentage, außer den Samstagen, Sonntagen und den gesetzlichen Feiertagen.

In Ermangelung einer Antwort innerhalb der festgelegten Frist gilt die Akte als vollständig.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, so setzt das Referenzzentrum den Zertifizierungsantrag aus, und informiert den Diensteanbieter, wobei Letzterer seinen Antrag ergänzen und einer neuen Prüfung unterwerfen kann.

Wenn die Akte innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Prüfung unterbreitet wird, wird der Zertifizierungsantrag endgültig aufgehoben.

Art. 7 - Wenn der Zertifizierungsantrag den festgelegten, so wie in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen genügt, wird der Diensteanbieter auf elektronische Weise darüber informiert, dass seine Akte vollständig ist, und bearbeitet werden kann, unter der Bedingung, dass er nach den ihm mitgeteilten Modalitäten dem Referenzzentrum die Kosten für die Zertifizierung zahlt.

Wenn die von dem Experten verlangte Kompetenz für mehrere Unternehmenschecks identisch ist, sind die Kosten für die Zertifizierung nur einmal zu zahlen.

Die Zahlung nach Absatz 1 findet spätestens binnen dreißig Tagen nach der elektronischen Mitteilung der Vollständigkeit der Akte statt.

Findet keine Zahlung statt, so wird der Zertifizierungsantrag aufgehoben.

Nachdem die Zahlung eingegangen ist, übermittelt das Referenzzentrum die Akte des Zertifizierungsantrags gegebenenfalls der Verwaltung oder der für die Bearbeitung des betreffenden Unternehmenschecks zuständigen Einrichtung, zwecks der Erlangung einer spezifischen Stellungnahme. Letztere prüfen die Akte.

Art. 8 - Das Referenzzentrum und gegebenenfalls die Verwaltung oder die mit der Abgabe einer spezifischen Stellungnahme beauftragte Einrichtung schließen die Prüfung des Zertifizierungsantrags innerhalb einer Höchstfrist von sechzig Kalendertagen ab.

Die Verwaltung oder die für die Bearbeitung des betreffenden Unternehmenschecks zuständige Einrichtung gewährt oder gewährt nicht dem Diensteanbieter die beantragte Zertifizierung und informiert ihn über diese Entscheidung.

Art. 9 - Der vorliegende Ministerielle Erlass tritt am 21. Dezember 2017 in Kraft.

Namur, den 21. Dezember 2017

P.-Y. JEHOLET

Anhang

Charta der Diensteanbieter im Rahmen der Unternehmenschecks

Im Rahmen meiner Dienstleistungen habe ich von den Leitlinien und grundlegenden Anforderungen der nachstehend angeführten Normen Kenntnis genommen, und ich verpflichte mich, sie anzuwenden:

Beratungsdienstleistungen:

Norm EN 16114: Leitlinien für Unternehmensberatungsdienstleistungen

Ausbildungsdienstleistungen:

Norm ISO 29993: Lerndienstleistungen für die nichtschulische Aus- und Weiterbildung - Dienstleistungsanforderungen

Ich verpflichte mich zur Einhaltung der folgenden Werte und berufsethischen Prinzipien:

Berufsethik

Ich befolge den berufsethischen Verhaltenskodex und die ethischen Normen des Verbandes, der Gruppierung oder der Vereinigung, dem / der ich angehöre. Ich informiere meinen Kunden, wenn er dies beantragt.

Integrität / Objektivität

Bei der Ausübung meines Berufs und insbesondere in meinen Beziehungen zu den Kunden weise ich eine vollkommene Integrität auf.

Bei meinen Stellungnahmen und Empfehlungen bin ich objektiv.

Unabhängigkeit / Vorbeugung von Interessenkonflikten

Ich handle nach bestem Wissen und Gewissen und bewahre eine absolute Unabhängigkeit, gebe keinem Druck oder Einfluss irgendwelcher Art nach, der meiner Objektivität oder meiner Integrität schaden könnte.

Ich führe die erforderlichen Verfahren ein, um jedem Interessenkonflikt bei der Ausübung meiner Aufgaben vorzubeugen.

Kompetenz / Professionalität

Ich verpflichte mich, meine Kenntnisse und Fachkompetenzen aktuell zu halten.

In meinen Erläuterungen gegenüber potentiellen Kunden bin ich ehrlich über die Art der Dienstleistungen, die ich anbiete, über die Kenntnisse, die ich habe, und über die Erfahrung, die ich gesammelt habe.

Ich nehme keinen Auftrag an, für den ich nicht über die erforderliche Kompetenz und Erfahrung verfüge, oder für den ich nicht über zureichende menschliche oder materielle Mittel verfüge.

Ich bin hilfsbereit und flexibel bei der Erbringung meiner Leistungen.

Verschwiegenheit / Vertraulichkeit

Ich bin an das Berufsgeheimnis gebunden, und in diesem Rahmen verpflichte ich mich, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die Vertraulichkeit der von meinen Kunden mitgeteilten Informationen zu wahren.

Diese Verpflichtung betrifft alle Informationen, die nicht öffentlich zugänglich sind, einschließlich aller Angabe unter irgendwelcher Form über meinen Kunden, seine Erzeugnisse und Dienstleistungen, Lieferanten, Kunden, Personalmitglieder, Mutter- und Tochtergesellschaften.

Loyalität und Achtung der Personen

Ich verpflichte mich, meinen Beruf unter Wahrung der grundlegenden Menschenrechte auszuüben, und mit meinen Amtskollegen loyale und kollegiale Beziehungen zu unterhalten.

Gesetzgebung

Bei der Ausübung meines Berufs beachte ich die geltenden wallonischen, belgischen und europäischen Rechtsvorschriften.

Ich verpflichte mich, bei jedem Auftrag die nachstehenden Vorschriften zu beachten:

Beim Angebot:

Mit dem Kunden auf klare und transparente Weise kommunizieren, insbesondere um den mit dem Auftrag verbundenen Risiken vorzubeugen und entgegenzuwirken.

Dienste anbieten, die den spezifischen Bedürfnissen und Erwartungen des Kunden genügen.

Den Gesamtumfang des Projekts klar bestimmen (einschließlich der Lieferungen und eines Terminplans).

Den Kunden auf vollständige und transparente Weise über die Kosten und Durchführungsfristen des Auftrags, sowie über die Modalitäten meiner Entlohnung informieren.

Eine eindeutige Absprache über die Modalitäten und Einschränkungen bei der Übertragung eventueller geistiger Rechte vorsehen.

Bei der Durchführung des Auftrags:

Die in der Angebotsphase mit dem Kunden vereinbarten Vertragsbestimmungen streng einhalten (u.a. die Zurverfügungstellung aller vereinbarten Lieferungen, zum vereinbarten Preis und innerhalb der vereinbarten Frist).

Den Kunden regelmäßig über den Projektfortschritt sowie über die etwaigen Schwierigkeiten informieren.

Jede Leistung persönlich erbringen, außer im Falle einer im Rahmen der Regelung über Unternehmensschecks erlaubten und vom Kunden akzeptierten Vergabe an einen Subunternehmer.

Jede Dienstleistung mittels des vom Kunden mitunterzeichneten Leistungsblatts des Referenzzentrums validieren, und diese Leistungsblätter während drei Jahren nach Abschluss des Auftrags zur Verfügung des Referenzzentrums und der Verwaltung halten,

Etwaige Anpassungen oder Abweichungen im Verhältnis mit dem in der ursprünglichen Angebotsphase bestimmten Projekt mit dem Kunden verhandeln und formalisieren.

Beim Abschluss meines Auftrags:

Die Zurverfügungstellung aller vereinbarten Lieferungen beenden, bevor ich das Projekt als abgeschlossen betrachten kann.

Dem Kunden transparente und vollständige administrative Dokumente (Rechnungen und dgl.) übergeben.

Bei einem Streitfall mit einem meiner Kunden:

Das vom Referenzzentrum entwickelte Verfahren zur Beilegung von Streitfällen in drei Phasen bevorzugen:

1. Schlichtung mit Vermittlung des Referenzzentrums
2. geschäftliche Mediation
3. Handelsgericht

Auf der Plattform www.cheques-entreprises.be:

Ich bin mir bewusst, dass ich nicht (unter keinen Umständen) als Kontaktstelle innerhalb der Plattform von irgendwelchem Kunden auftreten darf.

Ich verbürge mich für die von meinem Kunden mitgeteilten Informationen, wenn ich dazu gebracht werde, auf der Plattform einen Empfänger zu schaffen.

Ich verpflichte mich dazu, die Nutzerkennnummern (Login / Passwort) meines Kunden unter keinen Umständen zu verwenden, und nie an seine Stelle einzutreten.

Geschehen zu....., am.....

Name und Vorname:

Unterschrift (der der Vermerk "Gelesen und genehmigt" voranzusetzen ist):

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200183]

21 DECEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot uitvoering van de artikelen 8, 9 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming; Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 8, 9 en 12;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 maart 2017, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 juli 2017 tot gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juli 2017 houdende erkenning van het referentiecentrum in het kader van de regeling bedrijvencheques;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Regering, artikel 19;

Gelet op artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, op 1 maart 2017 in werking getreden is;

Overwegende dat artikel 37 van dit decreet bepaalt dat, "in afwijking van artikel 10 blijven de dienstverleners die gelabeld of erkend zijn in het kader van de decreten bedoeld in de artikelen 33, 34 en 35 of door openbare instellingen voor diensten opgenomen in het geïntegreerde steunportfolio, erkend of gelabeld gedurende een overgangsperiode die de Regering vastlegt";

Overwegende dat artikel 29, § 3, van het besluit van de Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van het decreet van 21 december 2016 bepaalt dat "in afwachting van de installatie van het referentiecentrum en van de labelingsprocedure kan de Administratie tijdelijk, tot 31 december 2017, dienstverleners erkennen andere dan die al reeds gecertificeerd of erkend zijn in het kader van de decreten bedoeld in de artikelen 32, 34 en 35 van het decreet van 21 december 2016 of door openbare instellingen om het geheel van de diensten te kunnen dekken die in de geïntegreerde steunportfolio worden opgenomen";

Overwegende dat het referentiecentrum werd erkend bij ministerieel besluit van 17 juli 2017;

Gelet op het voorstel van kwaliteitsreferentieel geformuleerd door het referentiecentrum;

Overwegende dat het kwaliteitsreferentieel onverwijld gevalideerd moet worden alsook de modaliteiten van labeling van de dienstverleners om aan het referentiecentrum de mogelijkheid te bieden om de labelingsprocedure in goede banen te leiden vóór 28 februari 2018, datum waarop de overgangsbepaling van artikel 37 van het decreet zal eindigen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 21 december 2017,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Kwaliteitsreferentieel*

Artikel 1. Het kwaliteitsreferentieel toepasselijk voor de advies- en coachingdiensten van de in het Waalse Gewest geïntegreerde steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen is de norm EN 16114 : Richtsnoeren betreffende de adviesdiensten in management.

Het kwaliteitsreferentieel toepasselijk voor de opleidingsdiensten van de in het Waalse Gewest geïntegreerde steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen is de norm ISO 29993 : Opleidingsdiensten verstrekt buiten het kader van het formele onderwijs - Dienstvereisten

Art. 2. Bij een labelingsaanvraag, ondertekent de dienstverlener het handvest van de dienstverlener bedoeld in de bijlage bij dit besluit en dat de minimumvereisten bevat van de dienstverleners voortvloeiend uit het kwaliteitsreferentieel bedoeld in artikel 1.

HOOFDSTUK II. — *Labelingsvoorwaarden en behandelingsmodaliteiten van de aanvragen*

Art. 3. De dienstverlener dient zijn labelingsaanvraag of labelingshernieuwing in via het platform www.label-entreprises.be.

De labelingsvoorwaarden worden bekendgemaakt op het platform www.label-entreprises.be alsook, in voorkomend geval, op de website van de administratie of van de bevoegde instelling.

Art. 4. § 1. De eerste stap van de labeling van de dienstverlener bestaat erin om de juridische constructie te erkennen waarmee een projectontwikkelaar of een bedrijf een akkoord zal afsluiten voor de uitvoering van een dienstverlening die door een deskundige verbonden met de juridische constructie zal uitgevoerd worden

Het referentiecentrum onderzoekt met name de juridische en financiële toestand van de juridische constructie op basis van de volgende criteria:

a) de huidige juridische toestand van de constructie, namelijk niet in staat van vereffening, in een procedure van gerechtelijke reorganisatie of van faillissement verkeren;

b) als de jaarrekeningen van de laatste drie boekjaren zijn bekendgemaakt;

c) als de juridische constructie schulden of inhoudingsvereisten heeft t.o.v. de RSZ of de Federale Overheidsdienst Financiën;

d) als het eigen vermogen van de juridische constructie negatief is.

De juridische constructie identificeert, in een tweede stap, voor elke bedrijvencheque waarin ze actief wenst te zijn, de identiteit van de deskundige, namelijk de natuurlijke persoon, die de bevoegdheden bezit en die ermee belast zal worden om de diensverlening(en) te bezorgen of, in bepaalde gevallen, de verantwoordelijkheid op zich zal nemen van de prestaties uitgevoerd door andere leden van de juridische constructie.

Een labeling voor een bepaalde dienstverlening is gebonden aan de geïdentificeerde deskundige.

Als de vereiste bevoegdheid van de deskundige dezelfde is voor verschillende bedrijvencheques, zoals dit het geval is bijvoorbeeld inzake overdracht of coworking, kan de dienstverlener de prestaties verlenen voor alle cheques waar deze expertise wordt geïdentificeerd en waar hij erom verzocht heeft.

§ 2. Als het gaat om een aanvraag tot hernieuwing van de labeling, houdt de dienstverlener zijn labelingsdossier bij.

De procedure tot hernieuwing van de labeling is dezelfde als diegene die toepasselijk is op de labeling.

Art. 5. Het ingevulde dossier van labelingsaanvraag wordt ondertekend, vóór zijn indiening, door de vertegenwoordiger van de juridische constructie en door de geïdentificeerde deskundige(n). De dienstverlener gaat aldus akkoord met de voorwaarden en modaliteiten van zijn labeling.

Na validatie van zijn dossier door de dienstverlener, wordt hem een bericht van ontvangst verstuurd.

Art. 6. Het referentiecentrum gaat na of de labelingsaanvraag volledig is binnen een maximum termijn van vijf werkdagen te rekenen van de indiening van het dossier.

In afwijking van vorig lid is de maximum termijn tien werkdagen tot 30 juni 2018.

Onder werkdag wordt verstaan elke dag van de week met uitzondering van de zaterdag, de zondag en de feestdagen.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn wordt het dossier geacht volledig te zijn.

Als het dossier niet volledig is, schorst het referentiecentrum de labelingsaanvraag en informeert hij de dienstverlener, laatstgenoemde kan zijn aanvraag aanvullen en ze voorleggen aan een nieuwe verificatie.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuwe verificatie binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de labelingsaanvraag definitief vernietigd.

Art. 7. Als de labelingsaanvraag voldoet aan de vastgestelde voorwaarden zoals bedoeld in artikel 3, wordt de betrokken dienstverlener elektronisch ingelicht dat het dossier volledig is en kan worden behandeld op voorwaarde dat hij de betaling van de labelingskost verricht bij het referentiecentrum, volgens de modaliteiten die hem worden meegedeeld.

Als de vereiste bevoegdheid van de deskundige dezelfde is voor verschillende bedrijvencheques, is de labelingskost maar één keer verschuldigd.

De betaling bedoeld in het eerste lid gebeurt uiterlijk binnen de dertig dagen te rekenen van de elektronische mededeling die aangeeft dat het dossier volledig is.

Bij gebrek wordt de labelingsaanvraag vernietigd.

Zodra de betaling ontvangen is, maakt het referentiecentrum, in voorkomend geval, het dossier van labelingsaanvraag over aan de administratie of de instelling die bevoegd is voor het beheer van de betrokken bedrijvencheque, voor specifiek advies. Ze gaan over tot de analyse van het dossier.

Art. 8. Het referentiecentrum en, in voorkomend geval, de administratie of de instelling belast met het uitbrengen van een specifiek advies sluiten de analyse van de labelingsaanvraag af binnen een termijn van maximum zestig kalenderdagen.

De administratie of de instelling die bevoegd is voor het beheer van de betrokken bedrijvencheque kennen de labeling al dan niet toe aan de dienstverlener en brengen hem op de hoogte van deze beslissing.

Art. 9. Dit ministerieel besluit treedt in werking op 21 december 2017.

Namen, 21 december 2017.

P.-Y. JEHOLET

Bijlage

Handvest van de dienstverleners in het kader van de Bedrijvencheques

In het kader van mijn dienstverleningen, heb ik kennis genomen en verbind ik mij ertoe om de richtsnoeren en de basisvereisten van de volgende normen toe te passen:

Adviesdiensten :

Norm EN 16114 : Richtsnoeren betreffende de adviesdiensten in management

Opleidingsdiensten :

Norm ISO 29993 : Opleidingsdiensten verstrekt buiten het kader van het formele onderwijs - Dienstvereisten

Ik verbind me er ook toe de volgende deontologische waarden en beginselen na te leven:

Deontologie

Ik leef de deontologische code en de ethische normen na van de federatie, groepering of vereniging waar ik lid van ben. Ik licht mijn klant daarover in indien hij erom verzoekt.

Integriteit / Objectiviteit

Ik ben volledig integer in de uitoefening van mijn beroep, en in het bijzonder in mijn relaties met de klanten.

Ik ben objectief als ik adviezen en raadgevingen verstrek.

Onafhankelijkheid / Preventie van de belangenconflicten

Ik handel bewust en ik blijf absoluut onafhankelijk, ik geef aan geen enkele druk of invloed toe, van welke aard ook, die mijn objectiviteit en integriteit zou kunnen schaden.

Ik voorzie de nodige procedures om elke toestand van belangenconflict te voorkomen in de uitoefening van mijn opdrachten.

Bevoegdheid / Professionalisme

Ik verbind me ertoe mijn kennis en mijn beroepsvaardigheden bij te houden.

In mijn contacten met de potentiële klanten ben ik eerlijk over het soort diensten die ik aanbied, over de kennis die ik bezit en over de ervaring die ik heb verworven.

Ik aanvaard geen enkele opdracht waarvoor ik de vereiste bevoegdheid en ervaring niet bezit, of waarvoor ik niet over de voldoende menselijke en materiële middelen beschik.

Ik ben beschikbaar en flexibel in het uitvoeren van mijn prestaties.

Discretie / Vertrouwelijkheid

Ik ben gebonden aan het beroepsgeheim en in dat kader, verbind ik mij ertoe om de nodige maatregelen te nemen om de vertrouwelijkheid van de informatie meegedeeld door mijn klanten te bewaren.

Deze verplichting omvat alle informatie die in het openbaar niet ingekeken kan worden, met inbegrip van alle gegevens, in welke vorm ook, betreffende mijn klant, zijn producten en diensten, leveranciers, klanten, personeelsleden, moederonderneming en dochtermaatschappijen.

Loyaliteit en respect voor de personen

Ik verbind me ertoe mijn beroep uit te oefenen met inachtneming van de fundamentele rechten van de mens, en loyale en collegiale relaties te onderhouden met mijn collega's

Wetgeving

Ik oefen mijn beroep uit overeenkomstig de geldende Waalse, Belgische en Europese wetgevingen.

Tijdens elke opdracht, verbind ik mij ertoe om:

Tijdens de fase van het voorstel:

Op een duidelijke en transparante manier met de klant te communiceren, namelijk om de risico's van de opdracht te anticiperen en te beperken,

Diensten aan te bieden die voldoen aan de specifieke behoeften en verwachtingen van de klant,

De totale omvang van het project duidelijk te omschrijven (met inbegrip van het geheel van de leverbare producten, en een tijdschema),

De klant volledig en op een transparante manier informeren, wat betreft de kosten en uitvoeringstermijnen van mijn opdracht, alsook de modaliteiten van mijn bezoldiging,

Een duidelijk akkoord te voorzien over de modaliteiten en beperkingen van de overdracht van eventuele intellectuele rechten.

Tijdens de uitvoering:

De contractbepalingen afgesproken met de klant tijdens de fase van het voorstel nauwgezet na te leven (i.e., namelijk, alle overeengekomen leverbare producten tegen de prijs en binnen de voorgeschreven termijn leveren),

De klant regelmatig in te lichten over de vordering van het project, alsook over de voorgekomen problemen,

Elke prestatie persoonlijk te verzekeren, behalve in geval van onderaanneming toegelaten in het kader van de regeling bedrijvencheques en aanvaard door de klant,

Elke prestatie te valideren d.m.v. de prestatiefiche van het referentiecentrum, medeondertekend met de klant, en deze prestatiefiches ter beschikking houden van het referentiecentrum en de Administratie tijdens drie jaar na de afsluiting van de opdracht,

De eventuele aanpassingen en afwijkingen duidelijk met de klant te onderhandelen en te formaliseren t.o.v. het project bepaald tijdens de oorspronkelijke fase van het voorstel.

Tijdens de afsluiting van mijn opdracht:

De levering van alle overeengekomen leverbare producten af te ronden, vóór het project als voltooid wordt beschouwd,

Aan de klant transparante en volledige administratieve documenten (facturen, enz.) te overhandigen.

In het geval van geschil met één van mijn klanten :

Het gebruik bevoordelen van de procedure voor de oplossing van conflicten in drie fasen van het referentiecentrum:

1. minnelijke schikking door bemiddeling van het referentiecentrum
2. commerciële bemiddeling
3. Rechtbank van koophandel

Op het platform www.cheques-entreprises.be :

Ik ben ervan bewust dat ik - in geen geval - als contactpersoon kan fungeren binnen het platform van geen enkele klant.

Ik sta in voor de informatie meegedeeld door mijn klant, als ik ertoe gebracht word een begunstigde te creëren op het platform.

Ik verbind me ertoe de gebruikersidentificaties (login / wachtwoord) van mijn klant niet te gebruiken, in geen geval en namelijk om zijn plaats in te nemen.

Opgemaakt te....., op.....

Naam en voornaam :

Handtekening (voorafgegaan door de vermelding "gelezen en goedgekeurd"):